

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 26047**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, Économie, Gestion Mention : Économie du Droit

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris Ouest Nanterre la Défense (Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche)	Président de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Recteur de l'Académie de Versailles, Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 122 Economie, 128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Préparer un cours et un programme pédagogique pour l'enseignement supérieur
- Enseigner et encadrer le travail personnel des étudiants en économie et en droit
- Réaliser des expertises économiques et juridiques, pour le compte d'organisations internationales ou nationales, publiques ou privées et des autorités de régulation
- Réaliser une veille économique et juridique au niveau national ou international
- Conseiller les cabinets d'avocats d'affaire, les cabinets d'expertises et les entreprises sur le contentieux économique
- Réaliser des études d'impact économique de nouveaux instruments de régulation économique ou d'une nouvelle législation sur un marché
- Réaliser des études d'impact juridique de nouveaux instruments de régulation économique ou d'une nouvelle législation sur un marché
- Réaliser des études d'évaluations du risque économique et juridique associé aux marchés nationaux et internationaux

Compétences disciplinaires :

- Double compétence en sciences économiques et droit
- Maîtrise du raisonnement et de la langue juridique
- Maîtrise du raisonnement et des outils d'analyse économique
- Compétences dans l'évaluation qualitative et quantitative des effets d'un dispositif juridique et règlementaire sur l'environnement économique et social
- Analyser, synthétiser et discuter de façon critique des travaux et textes économiques et juridiques

Compétences transversales :

- Mener une recherche bibliographique économique et juridique (académique, jurisprudentielle etc)
- Hiérarchiser et synthétiser les sources documentaires économiques et juridiques
- Exploiter, gérer, actualiser une base de données économiques et/ou juridiques
- Exploiter, construire des données statistiques économiques et juridiques
- Synthétiser et restituer de façon critique un ensemble de travaux de recherches (académiques, appliquées) ou d'expertises (qualitatives et quantitatives) économiques et juridiques
- Réaliser des travaux de recherches bi-disciplinaires (académiques, appliquées)
- Réaliser des travaux d'expertises économiques et juridiques
- Maîtriser l'anglais économique et juridique, courant et professionnel
- Maîtriser les outils bureautiques (traitement de textes, tableur etc)
- Maîtriser les outils d'analyse quantitative

Compétences comportementales :

- Travailler en équipe, et coordonner et/ou diriger une équipe, dans une approche bi-disciplinaire
- Construire un projet, une argumentation, une mission associant des experts de plusieurs disciplines
- Communiquer en s'adaptant au public/auditoire visé les résultats de travaux de recherche et d'expertise économiques et juridiques.

Le Master mention Economie du droit comporte un parcours-type :

- Analyse et impact économiques du droit.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Le titulaire peut exercer dans les organismes de recherche publics et privés, et les services d'études économiques et juridiques. Il peut accéder aux études doctorales, et présenter les concours de recrutement de l'enseignement supérieur et de la recherche, en France et à l'étranger, ainsi qu'aux concours des organisations internationales (publiques et privées), et plus généralement à tous les concours de la fonction publique de catégorie A ou A+.

Il a accès aux emplois de catégories supérieures proposés par le secteur public et para-public (administrations publiques centrales, fonction publique territoriale etc : Cour des Comptes, Tribunal Administratif, agences de régulation sectorielle, chef de cabinet etc).

Dans le secteur privé, il peut être juriste d'affaire, il peut travailler dans un cabinet d'avocats, d'experts et de conseil économiques et judiciaires, ou être juriste et d'économiste d'entreprise, dans tous les secteurs d'activité (des travaux publics aux transports, en passant par l'environnement, l'agroalimentaire, la banque et le secteur de la santé), ou encore réaliser des expertises pour le compte d'associations (groupements d'intérêt, associations de consommateurs ou d'usagers etc).

Recherche appliquée

Expertise économique et conseil juridique

Consultant d'affaire, juriste d'entreprise, économiste d'entreprise

Cadre à la DGCCRF, rapporteur à l'Autorité de la concurrence, rédacteur dans les autorités de régulation

Responsable des marchés publics de collectivités territoriales et organismes publics

Chargé(e) d'études économiques et sociales, directeur/directrice d'études en entreprise

Directeur/directrice de cabinet

Codes des fiches ROME les plus proches :

K2108 : Enseignement supérieur

K1903 : Défense et conseil juridique

M1403 : Études et perspectives socio-économiques

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Le diplôme est organisé sur deux années comportant chacune deux semestres, valant chacun 30 ECTS, qui doivent être validés pour l'obtention du master. Chaque UE est notée (à l'oral ou l'écrit) de 0 à 20, de 0, la note la plus basse et 20, la note la plus haute. 10 est la note suffisante pour la validation d'une UE. Il y a compensation intégrale uniquement pour les UE appartenant à la même année du master. Un contrôle continu est organisé lors de la première année, pour les UE Fondamentaux Economie du Droit et Méthodologie Economique ; sinon, le contrôle des connaissances est organisé via un examen terminal.

La deuxième année du master (semestres 3 et 4) doit être validée dans l'année d'inscription au diplôme (sauf dérogation exceptionnelle).

Semestre 1 (250h, 30 ECTS)

UE Fondamentaux Economie du Droit (114h, 15 ECTS)

Economie de la concurrence (4,5 ECTS)

Economie des contrats (4,5 ECTS)

Economie de l'innovation et de la propriété intellectuelle (6 ECTS)

UE Fondamentaux Droit (56h, 6 ECTS)

Droit de la propriété intellectuelle (3 ECTS)

Droit bancaire et financier (3 ECTS)

UE Méthodologie Economique (80h, 9 ECTS)

Décision dans le risque (4,5 ECTS)

Théorie des jeux et applications (4,5 ECTS)

Semestre 2 (250h, 30 ECTS)

UE Fondamentaux Economie du Droit (114h, 15 ECTS)

Regulation and antitrust (4,5 ECTS)

Corporate governance (4,5 ECTS)

Economie du droit et de la justice (6 ECTS)

UE Fondamentaux Droit (56h, 6 ECTS)

Droit français et européen de la concurrence (3 ECTS)

Droit international économique (3 ECTS)

UE Méthodologie Economique (80h, 9 ECTS)

Econométrie des données de panel (4,5 ECTS)

Econométrie des séries temporelles (4,5 ECTS)

Semestre 3 et 4 (350h en présentiel)

(voir la fiche parcours type Analyse et Impact Economiques du Droit)

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Responsables du diplôme de master
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master

En contrat de professionnalisation	X		Enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme de master
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2003	X		Le président du jury (directeur de la formation continue) Le responsable pédagogique de la formation Un professionnel des métiers visés Un représentant de la formation continue Un représentant du monde professionnel en général

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n° 2002-590 du 24 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience par les établissements d'enseignement supérieur

Références autres :

Arrêté du 30 avril 2015 accordant l'université Paris Ouest Nanterre La Défense en vue de la délivrance de diplômes nationaux

Pour plus d'informations

Statistiques :

Site de l'Observatoire de la Vie Universitaire

Année 2014- 2015

Nombre de titulaires

9

dont femmes

2

Ratio admis/inscrits

0.9

<http://ove.u-paris10.fr/>

Autres sources d'information :

Site de l'université : <http://www.u-paris10.fr/offre-de-formation-282684.kjsp>

Portail étudiant du ministère de l'Education nationale : <http://www.etudiant.gouv.fr/>

Portail ONISEP : www.onisep.fr

Site internet du laboratoire partenaire d'économie EconomiX: <http://economix.fr/fr/axes/diris/>

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

Lieu(x) de certification :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

200, avenue de la République

92001 Nanterre Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

UFR Sciences Economiques, Gestions, Mathématiques, Informatique (bâtiment G)

200, avenue de la République

92001 Nanterre Cedex

Historique de la certification :

Le Master Economie du Droit a été créé à la rentrée 2014, suite à la réforme de la nomenclature nationale des diplômes ; il succède au Master Droit et Economie (évalué A+ par l'AERES en 2013 ; deux spécialités : Analyse Economique du Droit, et Concurrence et Régulation des Marchés). Le Master Economie du Droit propose un parcours unique Analyse et Impact Economiques du Droit.

20090338 Master mention Droit et Economie

- Analyse Economique du Droit (R)

- Concurrence et Régulation des Marchés (R/P)

20141305 Master mention Economie du Droit

- Analyse et Impact Economiques du Droit